

**Business & Climate Summit - May 20-21 UNESCO : « Working together to build a better economy ».
Ou l'empire du business qui s'empare de la planète, par Daniel Kaïl**

J'ai assisté la semaine dernière, avec 2 000 autres participants venant du monde entier, aux deux journées de débat organisées à l'Unesco par les plus grands réseaux internationaux du business, The CGF, IIGCC, ICC, The Global Compact, wbcSD, We Mean Business... représentant officiellement plus de 6 millions d'entreprises originaires de 130 pays. Ce sont les grandes multinationales bien évidemment qui étaient à l'honneur. Une troisième journée, plus confidentielle, a été réservée au monde de la finance.¹

Le Business & Climate Summit faisait écho aux nombreux appels lancés par le Secrétaire général des Nations unies au secteur privé², pour qu'il prenne une part active dans le processus de décarbonisation des activités humaines.

Dans le discours d'ouverture du Sommet prononcé par François Hollande, en tant que Président de la CoP21, celui-ci a insisté sur le rôle essentiel des entreprises pour parvenir à un accord en décembre prochain.

Après avoir indiqué les quatre volets nécessaires dans le futur Accord de Paris, le Président a sollicité pleinement les entreprises :

Volet 1 : L'Accord doit être contraignant, universel et différencié. Chaque pays doit savoir ce qu'il aura à faire exactement. Tous les pays sont concernés. Les caractéristiques de chaque région doivent pouvoir être prises en compte. Ce volet relève de la responsabilité des gouvernements.

Volet 2 : En aval de la conférence, chaque pays doit annoncer avant cet été quelle sera sa stratégie à moyen et long terme. C'est la contribution nationale de chaque Etat et il n'y a à ce jour que 38 contributions qui ont été rendues.

Le 3^e volet est celui du financement, notamment à travers le Fonds vert, pour accompagner les pays les moins développés dans la transition. Il s'agit de financements publics effectués par les pays riches, mais également de financements privés, et les pays les moins développés ne s'engageront pas sans possibilité de financement.

Un 4^e volet vient s'ajouter à l'Accord. C'est « l'Agenda des solutions » proposées par les collectivités locales du monde entier, les associations et les ONG, la société civile et les entreprises.

« En réalité, ce qui est attendu des entreprises, c'est de participer pleinement à la mobilisation des financements, c'est de pouvoir déjà anticiper dans leurs décisions d'investissement ce que devra être la mise en œuvre de l'accord et enfin c'est d'apporter, par leur intelligence, leur savoir-faire, leur technologie, tout ce qui peut contribuer à la mutation, à la transition que l'accord sur le climat peut permettre d'ouvrir. »

La CoP fait donc appel aux entreprises pour qu'elles partagent la technologie avec les pays émergents, afin de les persuader de s'engager (avec elles donc, ou encore à leur suite) dans la transition énergétique.

¹ Climate Finance Day, le 22 mai.

² *Caring for Climate*, lancé en 2007, correspond au programme des Nations Unies pour l'environnement. Il est soutenu aujourd'hui par plus de 400 entreprises originaires de 60 pays (Global Compact).

La CoP attend des entreprises qu'elles définissent par grand secteur économique des objectifs de réduction d'émissions et d'adaptation des processus de production. C'est pour encourager cette mutation que les gouvernements (le G20³) ont déjà proposé de favoriser le développement d'un marché du carbone, ainsi que la décarbonisation des portefeuilles d'investissements.

Pour rassurer les entreprises, François Hollande a bien souligné que « nous » (?) étions dans une économie mondiale et que les entreprises étaient « *forcément libres* » de s'engager.

C'est le premier acte officiel en vue de la CoP21 de la transmission de pouvoir au monde des affaires. Sans les entreprises, il n'y aura pas d'accord sur le climat. Si accord il y a, il sera le reflet des solutions proposées par les entreprises.

Durant les deux jours du sommet, les échanges se sont déroulés dans le sens du « *Better Growth, Better Climate : The New Climate Economy Report* »⁴, publié en septembre 2014 par The Global Commission on the Economy and Climate.⁵

Le but de cette étude est d'examiner les rapports bénéfices-coûts des actions menées pour atténuer le changement climatique, dans un environnement néolibéral d'économie de marché qui respecterait les données scientifiques du GIEC. Le rapport identifie trois « systèmes critiques » comme étant générateurs du dérèglement climatique, les villes, l'utilisation des terres et les systèmes énergétiques. A chacun de ces systèmes, trois « moyens pilotes » sont réputés applicables pour organiser l'évolution vers un monde décarboné, l'accroissement de l'efficacité des ressources, l'investissement dans les infrastructures, et l'innovation.

L'étude explique la façon dont les politiques économiques et financières peuvent également soutenir les efforts pour réduire l'impact du changement climatique. Les principales conclusions sont notamment que :

- L'investissement programmé pour les infrastructures énergétiques et l'aménagement des territoires et des villes (évalué à quelques 90 000 milliards de dollars américains à l'échelle mondiale, d'ici 2030) est une occasion à ne pas manquer pour rendre nos économies (libérales) sobres en carbone et, ce faisant, promouvoir l'emploi, la croissance et l'innovation.
- Des économies dites « sobres en carbone » se traduisent par une croissance économique de meilleure qualité, effets secondaires bénéfiques pour la santé, dans la lutte contre la pollution et la pauvreté, ainsi que pour la sécurité énergétique.

³ Pour encourager la réorientation des flux des économies développées, le Conseil de sécurité financière a été mandaté par le G20 en avril dernier pour travailler sur la question des risques climatiques et les réponses réglementaires possibles, principalement la question d'un marché carbone. Des négociations européennes ont également été ouvertes, qui ont débouchées sur un accord pour un mécanisme de stabilisation du marché du carbone, qui entrera en vigueur en janvier 2019.

⁴ <http://newclimateeconomy.report/>

⁵ The Global Commission on the Economy and Climate a été créée à l'initiative de 7 pays : la Colombie, la Corée du sud, l'Ethiopie, l'Indonésie, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède, pour étudier s'il est possible de parvenir à une croissance économique durable tout en luttant contre les risques de changement climatique. Le Président de la Commission est Felipe Calderon, ancien Président du Mexique, et son Vice-Président est Nicholas Stern, professeur à la London School Economics and Political Science. L'équipe de projet a été dirigée par Jeremy Oppenheim, directeur chez McKinsey & Co, qui s'est déclaré en congé sabbatique pour cette mission. Le rapport vise précisément à informer les décideurs économiques publics et privés qui, tout en admettant les risques climatiques, sont animés par des préoccupations à très court terme de compétitivité, emploi et pauvreté.

- Des entreprises, des villes et des pays entiers n'ont pas attendu pour investir dans une économie sobre en carbone. L'exemple de la ville de Stockholm est cité, car elle a réussi à réduire ses émissions de gaz à effets de serre à hauteur de 35% entre 1993 et 2010, et ce, avec une croissance économique de 41% – l'un des taux de croissance le plus élevés en Europe.
- Pour agir, les entreprises et les investisseurs ont besoin de signaux clairs de la part des gouvernements : un accord international sur la réduction des émissions et un vrai prix du carbone.

Pour encourager les investissements, le rapport propose alors un Plan d'Action Mondial de 10 recommandations clés. Les six premières recommandations doivent établir le cadre nécessaire pour encourager les investisseurs et favoriser une croissance à faible intensité de carbone. Les quatre suivantes indiquent des occasions pour susciter de la croissance future.

1. Accélérer la transformation des faibles intensités de carbone en intégrant le climat dans les processus de décisions économiques fondamentaux à tous les niveaux des gouvernements et des entreprises.
2. Conclure un accord international fort, durable et équitable sur le climat, fournir le soutien nécessaire aux pays en développement et envoyer un signal fort du marché aux investisseurs.
3. Supprimer progressivement les subventions pour les combustibles fossiles et intrants agricoles, ainsi que les incitations à l'extension urbaine.
4. Introduire des prix forts et prévisibles du carbone pour envoyer des signaux forts à travers toute l'économie.
5. Réduire substantiellement les coûts du capital pour les investissements dans les infrastructures à faible intensité de carbone.
6. Intensifier l'innovation dans les technologies clés à faibles émissions de carbone et résistantes au climat (public et privé).
7. Faire des villes intégrées et compactes la forme préférée de développement urbain.
8. Mettre fin à la déforestation des forêts naturelles d'ici 2030 (financement international).
9. Restaurer au moins 500 millions d'hectares de forêts ou terres agricoles perdues ou dégradées d'ici 2030.
10. Accélérer l'effacement de la production d'électricité au charbon, particulièrement polluante en éliminant progressivement les usines sans stockage et captage du carbone.

La coalition We Mean Business a également établi un rapport en 2014, « *The Climate has changed, economic opportunity through climate action* ». ⁶

Les conclusions de cet autre rapport étayent les mêmes options et le rapport a le soutien officiel des Nations Unies (préface de Christiana Figueres⁷, secrétaire exécutive du UN Framework Convention on Climate Change).

A l'exception de WWF⁸, la vraie société civile était la grande absente du sommet. D'autres organismes auraient-ils refusé des invitations ?

En pratique, les orateurs-conférenciers n'ont jamais mentionné les humains qui vivent pourtant sur la même planète, sauf à de rares exceptions, et sous l'appellation fonctionnelle de consommateurs.

⁶ http://wemeanbusinesscoalition.org/sites/default/files/The%20Climate%20Has%20Changed_LAC.pdf

⁷ Au Business & Climate Summit, Christiana Figueres emploie couramment la formule « *my CEO's friends* » pour parler des dirigeants des multinationales.

⁸ David Nussbaum, CEO de WWF-UK et Président de WWF Global Climate & Energy Initiative, avait la fonction de modérateur d'une table ronde intitulée « *Food, Forest and Agriculture* » à laquelle je n'ai pas assisté.

Quelques échanges auxquels j'ai personnellement assistés m'ont véritablement choqué. Ils expliquaient la nécessité et l'urgence de former ces consommateurs pour qu'ils comprennent les enjeux et modifient leurs comportements (de consommation). Cette tâche de formation incomberait évidemment au secteur privé qui possède les vrais enjeux.

Après avoir martelé l'urgente nécessité d'instaurer un prix du carbone et de faciliter les obligations vertes (le tout à charge des gouvernements), plusieurs représentants des grandes entreprises ont vanté leurs solutions dont quelques unes valent d'être citées :

- EDF se vante de fournir plus de 80 % d'énergie propre à la France, laquelle devient le premier pays au monde à utiliser une énergie décarbonée.
- Total ne fait que répondre à la demande et seul un cadre incitatif pourrait lui permettre de changer.
- Deutsche Telecom promet un monde sans émission « tout et tous connectés ».
- Renault-Nissan a vanté son travail de recherche sur le moteur à hydrogène et la sortie de son premier véhicule en 2016.
- Nike s'engage à fabriquer des chaussures 100% recyclables...
- Un projet qui tranche, avec la State Corporation of China qui propose ses compétences pour rationaliser les réseaux électriques du monde entier.⁹

A l'unanimité, tous considèrent que le changement climatique est une opportunité pour la croissance.

Dans le cadre de l'Agenda des solutions réclamé pour la CoP21, les entreprises pourraient utiliser la banque de données NAZCA, créée à l'initiative du Président du Pérou à la suite de la CoP20 et gérée par l'UNFCCC, pour y faire figurer leurs actions et leurs engagements.¹⁰

NAZCA est pour l'instant encore peu fournie, mais on peut déjà y trouver, par exemple, BNP Paribas qui déclare avoir réduit ses émissions de CO² de 10% par salarié sur son processus interne de travail bancaire (l'impact des investissements réalisés par la banque n'est pas encore abordé !). Cela laisse présager des résultats rapides, à la hauteur de la bonne volonté des entreprises.

En réalité, jusqu'à présent les entreprises connaissent plutôt mal l'impact de leurs activités sur le climat. De même, sauf à de très rares exceptions,¹¹ ce n'était pas une préoccupation pour les investisseurs.

Au cours de ces deux premières journées, on n'aura pas non plus abordé la question des réserves des matières premières autres que les énergies. Mais ce n'est bien sûr pas une question qui concerne le climat, enfin pas encore. A chaque business son agenda.

Il nous reste aujourd'hui 200 jours avant la CoP21. Et après...

⁹ Son Président Liu Zhenya a écrit plusieurs ouvrages sur le sujet, que l'on peut trouver en anglais.

¹⁰ <http://climateaction.unfccc.int/>

¹¹ Fond de pension Calpers qui sélectionne ses placements. Engagement du groupe AXA au Climate Finance Day de publier l'empreinte carbone de ses actifs. Mais ces initiatives restent marginales et les Etats eux-mêmes subventionnent les énergies fossiles.